

« Nous admettons tous que la solution du problème n'est pas facile à trouver. Je crois qu'il y a là une explication aux réponses malheureusement empreintes de colère que nous a données ici le premier ministre depuis quelques semaines. Dans ce cas-ci, je suis de l'avis du député de Vancouver-Quadra: il est éminemment regrettable que le premier ministre ait fait preuve de tellement d'impatience quand il a répondu à ces questions. Je comprends que c'était parce que le Gouvernement se sentait bouleversé à l'idée que sa politique ne comporte pas en soi une solution définitive. J'admets toutefois sans retard que je ne sais pas où se trouve la solution.

Quand on parle des relations entre les peuples, il est très facile de s'arrêter à une cause en particulier et de dire que tout le mal vient de là; malheureusement, comme dans une chaîne, chaque cause se rattache à une autre et, en les étudiant toutes, nous constatons que le mal ne tient pas à celle à laquelle nous avons pensé tout d'abord et qu'il faut remonter plus loin. Il en est particulièrement ainsi, à mon avis, en ce qui concerne le Moyen-Orient. Peu importe à quel point nous voyons d'un mauvais œil les initiatives de M. Nasser et déplorons celles de diverses autres puissances dans cette région; nous devons rattacher ces initiatives et ces attitudes à la très longue histoire déplorable de ces peuples.

Il est tout à fait déraisonnable de s'attendre que des gens dans la situation du président Nasser d'Égypte soient accessibles à la douce raison. Ces pays ont une longue histoire, nous ferions peut-être mieux de l'admettre, montrant que d'autres peuples les ont exploités sans pitié. Nous ne pouvons éviter d'envisager ce fait. A notre époque de remous nationalistes comme ceux dont a parlé le président Sukarno d'Indonésie, l'an dernier seulement, nous ne pouvons nous attendre qu'à une suite d'attitudes déraisonnables. Par notre faute, le ciel s'assombrit de nuages d'où la foudre s'apprête à fondre sur nous.

La solution du problème ne peut se trouver que dans une direction.

Tout à l'heure mon collègue de Winnipeg-Nord rappelait une situation qui avait existé il y a une quarantaine d'années, opposant les États-Unis au Mexique. En l'écoutant parler, je me souvenais qu'à ce moment-là des incidents de frontières s'étaient multipliés depuis des années, qu'il y avait eu des troubles continuels attribuables, je pense, au niveau de vie déplorable de la population mexicaine à ce moment-là.

Depuis ce temps-là, l'économie du Mexique s'étant améliorée, des incidents de cette sorte ne se produisent plus, les habitants de ces régions ayant été trop occupés à organiser leur existence pour se livrer à du banditisme

[M. Cameron (Nanaïmo).]

de ce genre. Qu'on me permette de dire que notre programme devrait viser intégralement à détruire à la racine les troubles du Moyen-Orient, attribuables entièrement selon moi au niveau de vie déplorable de l'immense majorité des gens qui y habitent.

Rien ne nous servira de nous débarrasser du colonel Nasser. Dès le moment où il disparaîtra, un autre prendra sa place et il y aura en Égypte une succession ininterrompue de Nassers jusqu'au jour où son économie nationale pourra être améliorée au point que la population puisse jouir de conditions d'existence telles qu'elles puissent servir d'assises à la démocratie. C'est en effet une inéluctable vérité que la démocratie ne puisse exister que là où existe en même temps une certaine prospérité économique.

J'engage le gouvernement canadien à adopter un programme en deux points dont l'un comporterait la mise sur pied d'un plan d'aide économique à cette région, sous les auspices des Nations Unies, et dont l'autre point consisterait à user de toute notre influence auprès du gouvernement des États-Unis pour l'engager à participer à ce programme de réadaptation économique.

J'approuve sans réserve les critiques formulées cet après-midi par mon collègue, l'honorable député de Winnipeg-Nord, à l'égard des ententes conclues entre les Nations Unies et les dirigeants les plus sujets à caution du Moyen-Orient. Cela ne saurait contribuer à la stabilisation de cette région. Les peuples dont l'économie est la plus évoluée devront s'adresser à eux carrément pour leur offrir leur plus entière collaboration et leur aide économique à certaines conditions, notamment que cette aide doit servir à relever le niveau d'existence et les normes éducatives de ces peuples.

D'ici là, je ne vois pas d'autres moyens que ce procédé difficile pour chercher à traiter avec des gens déraisonnables; je tiens à dire à mes amis du parti conservateur que la triste vérité c'est qu'on ne peut recourir à aucun autre moyen si ce n'est à la force des armes. Il nous faut comprendre ce fait. Si telle est la solution que nous voulons adopter, nous devons alors le faire ouvertement et franchement si nous devons procéder à cette intervention armée contre M. Nasser et les éléments du Moyen-Orient qui troublent la paix.

Je ne pense pas que quiconque en cette enceinte désire réellement que nous le fassions. Je crois que chacun en cette enceinte se rend compte que c'est une solution à laquelle nous ne devrions recourir que si nous ne pouvons pas faire autrement et entre-temps il nous faudra subir sans rien dire ce que l'honorable représentant de Vancouver-Quadra a qualifié d'humiliation. Je pense quant à moi que nous devrions avoir atteint